



Opération : Projet *Louvre – Grande Colonnade*

Mission de maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° de marché :

SOMMAIRE

0. PREAMBULE : CONTEXTE OPERATIONNEL.....	5
0.1. « Louvre Nouvelle Renaissance »	5
0.2. Projet Louvre – Grande Colonnade	6
0.3. Le périmètre de l’opération Louvre - Grande colonnade	8
1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES	9
1.1. Objet du marché.....	9
1.2. Titulaire du marché.....	10
1.3. Composition et organisation de l’équipe	10
1.4. Sous-traitance.....	10
1.5. Catégorie d’ouvrage et nature des travaux.....	11
1.6. Contenu de la mission	11
1.6.1. Éléments de la mission de base définie par les articles R. 2431-1 à 2431-23 du Code de la commande publique.....	11
1.6.2. Éléments de missions complémentaires.....	12
1.6.3. Conditions d’exécution de la mission	13
1.6.4. Prestations similaires	14
1.7. Décomposition en tranches	14
1.8. Calendrier	14
1.9. Mode de dévolution des marchés travaux.....	14
1.10. Intervenants.....	15
1.10.1. Maître d’ouvrage.....	15
1.10.2. Mandataire du maître d’ouvrage.....	15
1.10.3. L’Architecte en chef des Monuments Historiques	15
1.10.4. Autres acteurs et partenaires du projet	15
1.10.5. Ordonnancement, pilotage et coordination.....	16
1.10.6. Contrôle Technique	17
1.10.7. Coordination sécurité et protection de la santé.....	17
1.10.8. Coordination SSI.....	18
1.10.9. AMO commissionnement	18
1.10.10. BIM	19
1.10.11. Synthèse.....	19
1.10.12. Autres intervenants.....	19
1.11. Travail dissimulé.....	20
1.12. Clause d’insertion par l’activité économique	20
1.12.1. Les publics visés	20
1.12.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion	21
1.12.3. Le dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	21
1.12.4. Les modalités de contrôle de l’action d’insertion	22
1.13. Ordres de service délivrés par le maître d’ouvrage au maître d’œuvre	22
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	23

CCAP

Marché de Maîtrise d’œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l’aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

Juin 2025

2/55

2.1.	Pièces particulières.....	24
2.2.	Pièces générales	24
3.	TVA	25
4.	RETENUE DE GARANTIE	25
5.	FORFAIT DE REMUNERATION	25
5.1.	Modalités de fixation du forfait de rémunération	25
5.2.	Modification de la rémunération en cours de mission.....	25
5.3.	Dispositions diverses	26
6.	PRIX	26
6.1.	Forme du prix	26
6.1.1	Index de référence	26
6.1.2	Modalités de révision des prix.....	26
6.2.	Nantissement et cession de créance – Pièce à délivrer au titulaire	27
7.	REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'OEUVRE	27
7.1.	Avance	27
7.2.	Modalités du règlement des comptes du marché	27
7.2.1	Conditions de règlement	27
7.2.2	Etat périodique	28
7.2.3	Projet de décompte périodique	28
7.2.4	Acompte périodique	28
7.3.	Paieement du solde – Décompte final – Décompte général.....	29
8.	DELAIS – APPROBATION DES LIVRABLES EN PHASE ETUDE – PENALITES	30
8.1.	Délais en phase études	30
8.2.	Modalités de remise et d’approbation des études.....	30
8.2.1	Modalités de fourniture des documents d’études	30
8.2.2	Approbation des études de conception	31
8.3.	Pénalités	32
9.	DELAIS – PENALITES EN PHASE TRAVAUX ET POST RECEPTION	33
10.	CONTRÔLE DU COÛT DE L’OPERATION	33
10.1.	Maîtrise des coûts pendant les études	33
10.1.1	Enveloppe et contenu des prestations.....	33
10.1.2	Cout prévisionnel des travaux.....	33
10.1.3	Fixation de l’estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération – Clause de non-proportionnalité de la rémunération au regard du cout des travaux – Clause de réexamen	34
10.1.4	Suivi des modifications en phase études	35
10.2.	Consultation des entreprises et fixation du coût de référence des travaux	36
10.2.1	Consultation des entreprises et fixation du coût de référence des travaux Cr.....	36
10.2.2	Comparaison entre Cr et Cp.....	36
10.2.3	Réfaction au montant de rémunération Fd	37
10.3.	Maîtrise des coûts pendant la phase travaux.....	37

10.3.1	Coût de Référence des Travaux et Coût constaté.....	37
10.3.2	Suivi des travaux modificatifs ou supplémentaires	38
11.	EXECUTION ET ORGANISATION DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE.....	38
11.1.	Vérification de la conformité et de la qualité du projet d'exécution.....	38
11.2.	Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution des marchés de travaux.....	39
11.2.1	Suivi de l'exécution des travaux	39
11.2.2	Réunions de chantier.....	39
11.2.3	Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre au titulaire du marché de travaux	39
11.3.	Vérification des projets de décompte des entrepreneurs.....	40
11.3.1	Elaboration des décomptes mensuels à régler aux entrepreneurs	40
11.3.2	Vérification du projet de décompte final d'un entrepreneur et établissement du décompte général	40
11.3.3	Suspension des délais de paiement	41
11.3.4	Instruction des mémoires en réclamation.....	41
11.3.5	Autres prestations liées	41
11.4.	Opérations préalables à la réception.....	41
11.5.	Dossier des ouvrages exécutés.....	43
12.	UTILISATION DES RESULTATS - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE - OBLIGATION DE DISCRETION	43
12.1.	Utilisation des résultats et droits de propriété intellectuelle.....	43
12.2.	Obligation de discrétion	48
12.3.	Actions de communication.....	49
12.3.1	Photographies et prises de vues du personnel du titulaire.....	49
12.3.2	Prises de vue ou tournages sur le chantier par le titulaire.....	50
13.	CLAUSES DIVERSES	51
13.1.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	51
13.1.1	Application des principes généraux de prévention.....	51
13.1.2	Collaboration en phase Etudes.....	51
13.1.3	Organisation générale du chantier.....	51
13.1.4	Pénalités	52
13.2.	Modalités d'arrêt ou de résiliation des prestations ou du marché.....	52
13.2.1	Arrêt de l'exécution de la prestation	52
13.2.2	Achèvement de la mission	52
13.2.3	Résiliation du marché.....	52
13.3.	Responsabilités et assurances	53
13.3.1	Assurance décennale	53
13.3.2	Responsabilité professionnelle autre que décennale	53
13.3.3	Assurance complémentaire du maître d'œuvre.....	53
13.3.4	Assurance complémentaire du maître d'ouvrage.....	53
13.3.5	Justification	54
14.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	54
15.	DEROGATIONS AU CCAG-MOE	54

0. PREAMBULE : CONTEXTE OPERATIONNEL

0.1. « Louvre Nouvelle Renaissance »

Annoncé par le président de la République le 28 janvier 2025, « Louvre - Nouvelle Renaissance », est un programme global – scientifique, culturel, architectural, fonctionnel, technique et environnemental – qui vise à apporter des solutions pérennes et articulées aux problèmes structurels qui grèvent le fonctionnement quotidien du Musée du Louvre, impactent les conditions de travail de ses 2 300 agents et altèrent l'expérience de visite des publics du musée.

« Louvre - Nouvelle Renaissance » est construit autour d'un double constat :

- celui d'un état dégradé du bâti patrimonial et d'une situation préoccupante de ses équipements techniques qui empêche le bon fonctionnement du musée ;
- celui d'un modèle qui n'est plus adapté aux réalités d'aujourd'hui – et notamment à une fréquentation du musée qui dépasse de très loin les prévisions initiales.

La matrice du *Grand Louvre*, portée il y a plus de quarante ans par le président de la République François Mitterrand, est aujourd'hui dépassée par le développement de la fréquentation des musées en général et celle du Musée du Louvre en particulier. Pensés pour un volume annuel de 4 millions de personnes, la pyramide et les espaces conçus par Ieoh Ming Pei ne sont plus en mesure d'accueillir le flux des 9 millions de visiteurs annuels du Louvre. A cet effet de concentration sur un espace unique d'accès au musée, s'ajoute un engorgement de certains espaces muséographiques dont l'aile Denon, et tout particulièrement la Salle des Etats dans laquelle est présentée la Joconde. La structure architecturale et fonctionnelle du musée n'offre aujourd'hui aucune possibilité de présentation alternative du chef d'œuvre de Léonard de Vinci. La régulation du volume de visiteurs souhaitant découvrir le « plus grand musée du Monde » est donc réalisée en fonction du niveau de fréquentation de la Salle des Etats. C'est la raison pour laquelle une jauge quotidienne de 30 000 visiteurs a été instaurée en 2022.

Au surplus, le musée doit affronter de nouveaux enjeux climatiques, sécuritaires, et numériques. Pour continuer à assurer sa mission de service public, le Louvre doit être en mesure de répondre à ces défis, inconcevables il y a encore trente-cinq ans.

La mission de diffusion et de transmission du patrimoine artistique en direction de tous les publics est également au cœur du projet du Louvre. Le musée doit renforcer son rôle dans la formation artistique et « l'éducation du regard ». L'exceptionnelle amplitude chronologique, thématique et géographique de ses collections le désigne comme un lieu privilégié d'une initiation à l'histoire des arts entendue dans un sens large. Cette transmission des savoirs passe par une rencontre physique et sensible avec de grands chefs-d'œuvre de l'humanité, qui peut être complétée par un travail en atelier. Le Louvre ne dispose toujours pas d'espaces pédagogiques à l'échelle de sa fréquentation. Cette situation constitue un handicap majeur pour tous les publics mais plus particulièrement pour les scolaires, dont le nombre accueilli est sensiblement en-deçà de la demande.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'établissement public du musée du Louvre (EPML) a décidé d'engager un programme de transformation afin de concevoir un musée agréable à visiter et accessible pour tous les publics, fonctionnel pour ses agents et résilient face aux effets du changement climatique. Ce musée doit proposer des services de qualité à ses visiteurs et les accompagner le mieux possible dans leur découverte des collections nationales.

« Louvre - Nouvelle Renaissance » comporte deux volets architecturaux :

- ✓ La création de nouveaux accès au musée depuis l'esplanade de la Grande Colonnade et la création de nouveaux espaces notamment sous la Cour Carrée. Cette opération, intitulée *Projet Louvre - Grande Colonnade*, fait l'objet du Concours ;

- ✓ Un plan de rénovation du patrimoine et des infrastructures de l'établissement, à travers la définition de schémas directeurs pluriannuels (projet intitulé *Louvre Demain*), qui intègre la restauration du clos couvert et la remise à niveau technique du Quadrilatère Sully.

Le *Projet Louvre Grande Colonnade* portera une attention particulière aux enjeux du changement climatique. Ces choix innovants s'inscriront dans un grand plan d'écologie du patrimoine et la définition d'un plan climat. Cette vision volontariste s'appliquera par ailleurs aux jardins des Tuileries et du Carrousel (hors périmètre du Concours) qui feront l'objet d'une grande étude lancée devant déboucher débouchant sur un schéma de revégétalisation des jardins.

Ainsi repensé, le Louvre sera pleinement préparé aux défis des décennies à venir. Il sera en mesure d'offrir à tous ses visiteurs un confort et une qualité de visite dignes du « plus grand musée du Monde », et des œuvres qu'il conserve et présente.

0.2. **Projet Louvre – Grande Colonnade**

L'opération « **Louvre – Grande colonnade** » se décompose en deux sous-opérations, sous responsabilité de deux maîtrises d'œuvre distinctes mais néanmoins coordonnées :

1. la mission de **maîtrise d'œuvre**, objet du présent marché :

Cette maîtrise d'œuvre, objet du Concours, relative aux **travaux neufs** qualifiés sous le terme « **création des nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et aménagement de ses abords** » concerne les éléments programmatiques suivants :

- La création et l'aménagement architectural et fonctionnel des nouveaux accès au musée depuis l'esplanade de la Grande Colonnade vers le niveau des actuels fossés, y compris l'aménagement paysager des fossés ;
- L'aménagement des nouveaux espaces créés par l'ACMH dans les soubassements du quadrilatère Sully ;
- La création et l'aménagement architectural, muséographique et scénographique des nouveaux espaces sous les trois quarts de la Cour Carrée (hors Louvre Médiéval) y compris l'ensemble des dispositifs de médiation culturelle et de signalétique associés ;
- Le traitement paysager intégral de la surface de la Cour Carrée ;
- La création et l'aménagement de nouveaux espaces enterrés (hors locaux techniques) :
 - au nord, sous les jardins de l'Oratoire en partie et le passage Marengo ;
 - au sud, sous le passage des Arts et le jardin Raffet ;
 - à l'est, sous l'esplanade de la Grande Colonnade ;
- Le réaménagement paysager de tous les jardins entourant le Quadrilatère Sully (Oratoire, Infante et Raffet) ;
- L'aménagement urbain et paysager des espaces extérieurs situés devant la Grande Colonnade afin de dégager une vision urbaine et paysagère cohérente, comprenant :
 - les fossés ;
 - l'esplanade Saint-Germain ;
 - la rue de l'Amiral de Coligny et ses insertions dans la rue de Rivoli et le quai François Mitterrand ;
 - la place du Louvre, jusqu'au front bâti de l'église Saint-Germain l'Auxerrois, le beffroi et l'hôtel de ville du 1^{er} arrondissement.

Il est précisé ici que le périmètre du présent marché concerne pour partie une zone foncière appartenant à l'Etat (la « **Parcelle Louvre** ») et affectée à l'EPML, et pour une autre partie une zone foncière

appartenant à la Ville (la « **Parcelle Ville** »), pour laquelle il a été confié par la Ville à l'EPML la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération.

2. la mission de **maîtrise d'œuvre** sur monument historique, sous responsabilité de l'Architecte en Chef des Monuments Historiques (ACMH) territorialement compétent :

Cette maîtrise d'œuvre monument historique concerne les travaux préparatoires et les interventions sur le bâtiment qui sont nécessaires pour la réalisation des travaux neufs. Ces travaux seront lancés en avance de phase (travaux préparatoires) et se poursuivront avec les travaux objet du présent marché. Conformément aux dispositions du code du Patrimoine, ils seront pris en charge par l'ACMH territorialement compétent, François Chatillon.

Ils visent à établir un socle technique et patrimonial stable, sur lequel pourront s'appuyer les futures interventions architecturales proposées par le maître d'œuvre du concours. Ils permettront notamment de :

- Réaliser l'ensemble des travaux d'excavation, de décaissement et de terrassement jusqu'aux niveaux souhaités, tout en assurant le suivi archéologique conformément aux prescriptions établies par le service régional de l'Archéologie ;
- Réaliser l'ensemble des travaux de dévoiement de réseaux pour assurer la continuité de fonctionnement dans le quadrilatère Sully ainsi que tous les travaux de réseaux et d'étanchéité provisoire des ouvrages pendant la période du chantier ;
- Créer des nouveaux sous-sols techniques, au Nord et au Sud sous les jardins de l'Oratoire et de l'Infante, pour permettre la continuité du fonctionnement du musée et la conservation des ouvrages pendant les travaux ;
- Dépolluer et démolir les locaux techniques et l'ensemble des ouvrages modernes construits sous la Cour Carrée et dans l'emprise du futur projet ;
- Instrumenter l'ensemble du quadrilatère Sully pour assurer le contrôle de la stabilité des bâtiments pendant toute la durée de l'opération ;
- Restaurer et modifier le cas échéant en fonction des aménagements paysagers du projet du maître d'œuvre en charge des travaux neufs les grilles historiques ceinturant les jardins périphériques de l'Oratoire, de l'Infante et Raffet ;

Les interventions sur le monument historique rendues nécessaires par les travaux neufs porteront aussi sur :

- Les créations d'ouverture (perçements) nécessaires dans le bâti ancien dans les soubassements et les sous-sols, dans le respect du cahier des charges patrimonial ;
- Les créations de circulations verticales dans le Quadrilatère Sully avec notamment le prolongement des escaliers monumentaux dits des Assyriens au Nord et des Egyptiens au Sud, situés de part et d'autre de la Colonnade ;
- La création de nouveaux espaces dans une partie des soubassements du quadrilatère Sully.

D'une manière générale, l'amélioration des circulations verticales de la région Sully, y compris la création de nouvelles plateformes élévatoires pour les personnes à mobilité réduite (PMR), ascenseurs et monte-charges sera placée sous la maîtrise d'œuvre de l'ACMH.

Par ailleurs, concomitamment au *Projet Louvre - Grande Colonnade*, sera conduite, sous maîtrise d'œuvre de l'ACMH, la rénovation et la modernisation du quadrilatère Sully, correspondant à la mise en œuvre du schéma directeur global de rénovation du musée (dans sa phase II), comprenant :

- La restauration du clos et couvert ;
- La modernisation de l'ensemble des équipements techniques du quadrilatère Sully.

Les différents périmètres des travaux ainsi que les modalités de coordination entre les maîtres d'œuvre, sont précisés dans l'annexe 6 au présent CCAP, ainsi que dans le programme de l'opération joint au

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du *Projet Louvre – Grande Colonnade*

dossier technique. **Il est précisé que dans le cadre de l'opération, une coordination étroite des maîtrises d'œuvre des différentes sous-opérations est à prévoir.**

La décomposition des différentes opérations de « Louvre Nouvelle Renaissance » est synthétisée dans le tableau suivant :

PROJET GLOBAL	OPERATIONS SECTEUR SULLY	MAITRISE D'OUVRAGE	SOUS-OPERATION	MAITRISE D'ŒUVRE
« Louvre – Nouvelle Renaissance » (à l'échelle du domaine)	Louvre – Grande Colonnade	Etablissement public du musée du Louvre (EPML) <i>avec OPPIC en qualité de maître d'ouvrage délégué</i>	Création de nouveaux accès et espaces du musée et aménagement de ses abords (périmètre Louvre et ville de Paris¹)	Titulaire du présent marché
	« Louvre demain » Schéma directeur - Quadrilatère Sully	Etablissement public du musée du Louvre (EPML)	Travaux préparatoires et interventions patrimoniales pour la création des nouveaux accès et espaces du musée ainsi que l'adaptation des circulations verticales dans le Quadrilatère Sully Restauration du clos et du couvert et modernisation de ses équipements techniques	François Chatillon, Architecte en chef des monuments historiques (ACMH) territorialement compétent

0.3. Le périmètre de l'opération **Louvre - Grande colonnade**

Le périmètre de l'opération **Louvre – Grande Colonnade** est circonscrit au secteur oriental du Domaine national du Palais du Louvre et du jardin des Tuileries, correspondant aux parcelles 1 et 2 de la section AJ, qui comprend les éléments suivants :

- le quadrilatère Sully² ;
- la cour Carrée ;
- le jardin de l'Oratoire, au nord, le long de la rue de Rivoli ;
- les jardins de l'Infante et Raffet, au sud, le long du quai François Mitterrand.

Et comprend en outre les éléments non cadastrés suivants :

- la chaussée d'accès au passage du pavillon de Marengo, au nord, depuis la rue de Rivoli ;

¹ Une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage a été conclue entre le Ville de Paris et l'EPML pour le périmètre ville de Paris.

² La région Sully, organisée autour de la cour Carrée, comporte 4 ailes dénommées Marengo au Nord, Saint Germain l'Auxerrois à l'Est, Sully ou Horloge à l'Ouest et des Arts au Sud.

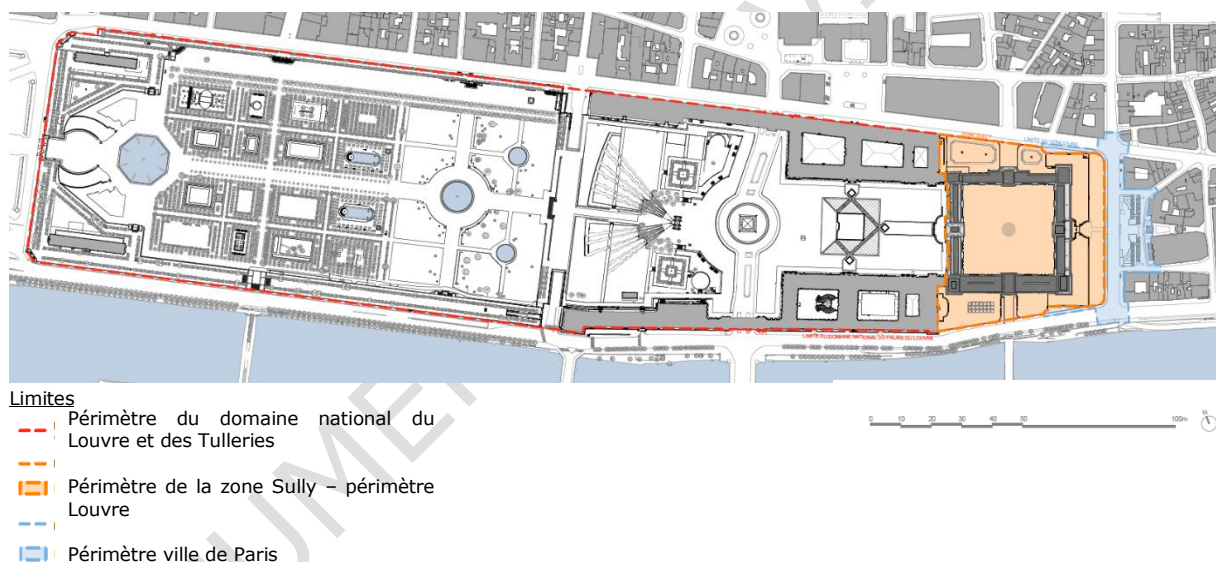
- la chaussée d'accès, avec le pont dormant, au passage du pavillon Saint-Germain l'Auxerrois, à l'est, au droit des douves ;
- la chaussée d'accès au passage du pavillon des Arts, au sud, depuis le quai François Mitterrand ;
- l'esplanade de Saint-Germain l'Auxerrois, entre les douves et la rue de l'Amiral de Coligny ;
- les fossés Saint-Germain l'Auxerrois.

L'ensemble de cette zone constitue le **périmètre Louvre**.

Le périmètre de l'opération intègre également l'espace public (Ville de Paris) situé entre l'esplanade de Saint-Germain l'Auxerrois, l'église du même nom et la mairie du 1er arrondissement de Paris, dite « esplanade ville de Paris » soit :

- la rue de l'Amiral de Coligny ;
- la place du Louvre ;
- les carrefours et les insertions entre les quais François Mitterrand et le Louvre, ainsi que les rues de Rivoli, Perrault et des Prêtres Saint-Germain-l'Auxerrois ;
- les trottoirs de la rue de Rivoli longeant le jardin de l'Oratoire Est, les fossés et l'esplanade Saint-Germain, ainsi que ceux du quai François Mitterrand longeant les jardins de l'Infante et Raffet, les fossés et l'esplanade Saint-Germain.

Ces derniers espaces constituent le **périmètre ville de Paris**.



1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre (MOE) pour la sous-opération « **création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade** ».

Le présent marché fait suite à un concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-15 à R. 2162-23 et R. 2172-1 à R. 2172-6 du code de la commande publique.

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du *Projet Louvre – Grande Colonnade*

Les prestations confiées au titulaire comprennent les missions de base "loi MOP" selon les dispositions des articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du Code de la commande publique, assorties des missions complémentaires définies à l'article 1.6 du présent CCAP.

1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP sous le nom « le maître d'œuvre » ou « le titulaire », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.3. Composition et organisation de l'équipe

Un des membres de l'équipe, désigné comme tel dans l'acte d'engagement, remplira le rôle de mandataire de la maîtrise d'œuvre au sens de l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) et de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

Le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre aura seule qualité pour recevoir les instructions du maître de l'ouvrage et/ou pour lui transmettre les productions du groupement. Il représentera l'ensemble des membres vis à vis du maître d'ouvrage et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Le mandataire devra désigner au maître d'ouvrage la personne de l'équipe qui sera chargée d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la coordination effective de toutes les études, du suivi des travaux et du suivi financier, pour ce qui concerne les obligations de la maîtrise d'œuvre. Il devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage tout changement affectant cette personne dans les conditions fixées par l'article 3.4.3 du CCAG-MOE. Cette personne devra assister à toutes les réunions demandées par le maître d'ouvrage pendant la phase "études" et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase "travaux" et être habilitée(s) à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la personne désignée comme ci-avant, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

Le mandataire désignera également les personnes de l'équipe qui seront chargées spécifiquement des missions complémentaires définies à l'article 1.6.2. Pour chacune des missions, il s'agira d'une personne physique distincte. Les règles ci-avant définies s'appliquent dans les mêmes conditions.

S'il apparaît, au cours de l'exécution du marché, que le groupement n'est pas en mesure de mobiliser les compétences jugées nécessaires au traitement d'un domaine particulier, celui-ci sera tenu, sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage de s'adjoindre, par tout moyen jugé opportun, les spécialistes capables de pallier les défaillances ayant justifié cette demande.

Ces spécialistes seront soumis à l'agrément du maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 3.4.3 CCAG-MOE. Leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

1.4. Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 ainsi que les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-MOE sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe n° 2 de l'acte d'engagement. A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé ;
- le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'annexe n° 2 du présent CCAP ;
- dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant du pouvoir adjudicateur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.
- Un accord de confidentialité sera annexé et à faire signer au formulaire DC4, qui fixera les modalités et de traitement des informations entre les sous-traitants et le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

1.5. Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

La sous-opération de **création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade**, concernée par le présent marché, tel que définie dans le programme, est une opération de **construction neuve et d'aménagement des espaces extérieurs portant sur des ouvrages complexes** (article L. 2421-4 du code de la commande publique).

1.6. Contenu de la mission

Les prestations confiées au titulaire comprennent les missions de base "loi MOP" selon les dispositions des articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du Code de la commande publique, assorties de missions complémentaires telles que décrites ci-après.

1.6.1. Éléments de la mission de base définie par les articles R. 2431-1 à 2431-23 du Code de la commande publique

La mission confiée au maître d'œuvre sera composée de deux missions de base :

- MB1 Mission de base périmètre Louvre ;
- MB2 Mission de base périmètre ville de Paris.

Études d'esquisse (ESQ) au stade de concours + reprise d'esquisse post concours.

Études d'avant-projet et de projet (**APS, APD et PRO**), et notamment :

- l'organisation des réunions d'études et de coordination entre le maître d'ouvrage, les maîtres d'œuvre (notamment l'architecte en chef des monuments historiques), l'OPC, le contrôleur technique, le coordonnateur SPS et tout autre intervenant désigné par le maître de l'ouvrage ;
- la participation aux réunions provoquées par le maître d'ouvrage, y compris aux réunions de concertation et d'échange organisées par le maître d'ouvrage avec les utilisateurs, les autorités administratives et le cas échéant tout tiers intéressé au projet.
- l'assistance au maître d'ouvrage pour la constitution des dossiers d'autorisations administratives jusqu'à l'obtention de ces dernières, y compris en participant aux réunions nécessaires à la préparation, à la présentation (y compris réunions publiques ou de concertation) et au suivi de ces dossiers, en relation, au besoin avec l'ACMH.

En application de l'article L2421-4-2° du code de la commande publique, l'élaboration du programme se poursuit pendant les études d'avant-projet.

Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (**AMT**), et notamment :

- l'analyse des dossiers de candidatures ;
- la réalisation du dossier de consultation des entreprises (DCE) (spécifications techniques, cahier des clauses techniques particulières, note d'organisation de chantier, cahier des charges chantier faibles nuisances, etc.) ;
- le suivi des consultations, analyse des offres et éventuelles participations aux phases de négociations et/ou de mises au point.

Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa (**VISA**), incluant notamment :

- la participation aux travaux de la cellule de synthèse. Le ou les maîtres d'œuvre procèdent à ce titre aux arbitrages entre corps d'état et s'assurent de la conformité au projet des études de synthèse ;
- l'assurance de la conformité au projet des études d'exécution et procède au visa des plans d'exécution.

Direction de l'exécution des contrats de travaux (**DET**), incluant notamment :

- le suivi et le contrôle de la réalisation (études et travaux) ;
- la vérification des décomptes de travaux présentés par les entreprises ;
- le contrôle de l'application de la charte chantier faibles nuisances.

Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (**AOR**).

Le contenu de chaque phase technique est détaillé dans l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Les prestations à réaliser et les documents et pièces à remettre par le titulaire pour chaque élément de mission sont également détaillés en annexe 1 du présent CCAP.

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge des titulaires des marchés de travaux.

La mission du maître d'œuvre prendra fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement (GPA) des marchés de travaux, éventuellement prolongée.

1.6.2. Éléments de missions complémentaires

Les missions complémentaires sont :

- MC3 Campagne de diagnostics complémentaires périmètre Louvre ;
- MC4 Campagne de diagnostics complémentaires périmètre ville de Paris ;
- MC5 ACEM-Expertise et détermination des coûts de maintenance et d'exploitation périmètre Louvre ;
- MC6 Mission complémentaire au projet scénographique périmètre Louvre ;
- MC7 Mission d'accompagnement du 1% artistique périmètre Louvre.

Le contenu de chaque élément de mission complémentaire est précisé en annexe 1 du présent CCAP.

Lorsque les missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité

de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

1.6.3. Conditions d'exécution de la mission

Les prestations à réaliser au titre du marché s'entendent au regard des éléments contenus dans le dossier de consultation des concepteurs et en particulier :

- des travaux dévolus en lot séparés ou en « macro-lots » tels que décrits à l'article 1.9 du présent CCAP ;
- d'une fréquence de réunions de travail adaptée à l'objet du marché en phase de conception, au minimum une fréquence hebdomadaire avec l'ACMH ;
- d'une fréquence de réunion adaptée à l'objet du marché en phase travaux. Il est notamment attendu du maître d'œuvre un investissement important en cours de chantier, au-delà des seules réunions hebdomadaires de chantier avec les entreprises. Il devra notamment pouvoir être à plein temps sur le chantier. Le représentant sur site devra par ailleurs avoir reçu délégation et avoir la capacité de prendre l'ensemble des décisions nécessaires au bon déroulement de l'opération ;
- de la participation tout au long du projet aux réunions architecturales, fonctionnelles et techniques avec les utilisateurs (EPML et Ville de Paris), les services instructeurs multiples sur cette opération et notamment la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), les assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) et les conseils de la Maîtrise d'ouvrage, les autres maîtrises d'œuvre et tout autre intervenant, interlocuteur ou partenaire du projet ;
- en phase GPA et mise en service, une fréquence de réunions adaptée aux besoins de l'opération et au minimum une réunion mensuelle.
- compte tenu de la valeur patrimoniale et/ou archéologique des ouvrages existants, d'une coordination étroite inter-maîtrises d'œuvre tant en phase étude, qu'AMT et travaux.

Dans le cadre de ses études, le titulaire doit prendre en compte les contraintes énumérées dans le dossier de consultation et notamment dans le programme et ses annexes.

Il s'agit notamment, sans que cette liste n'ait vocation à être exhaustive, de tenir compte :

- du maintien en activité du musée du Louvre pendant toute la durée du chantier et donc de la réduction des nuisances pour les usagers du site et des riverains ;
- de la concomitance des études et des travaux de la sous-opération 2 « travaux préparatoires et interventions patrimoniales connexes à la création des nouveaux accès et espaces du musée » conduits par l'ACMH pendant toute la durée des études et du chantier ;
- de la concomitance des études de l'opération « schéma directeur de rénovation du musée sur le quadrilatère Sully, pendant toute la durée des études et du chantier ;
- de la complexité technique de l'opération notamment des contraintes géotechniques, patrimoniales, archéologiques, structurelles et des réseaux existants, des contraintes d'approvisionnement du site en cœur de ville à prendre en compte ;
- des contraintes réglementaires du site et des protections qui régissent le site ;
- du nombre d'acteurs intervenant sur l'opération
- de l'extrême sensibilité des œuvres qui seront accueillies dans les nouveaux espaces, en particulier la Joconde.

En vue de l'application éventuelle de l'article 13.2 du présent CCAP, chacune des étapes et des sous étapes ci-après constitue une partie technique au sens dudit article :

- ESQ ;
- APS ;
- APD ;
- PRO ;
- AMT :

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- DCE,
- Analyse des candidatures et des offres des marchés travaux ;
- Travaux :
 - VISA,
 - DET,
 - AOR.

1.6.4. Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7. Décomposition en tranches

Sans objet

1.8. Calendrier

Le calendrier prévisionnel de l'opération est donné en annexe n°3 du présent CCAP.

Il est rappelé que les conditions contraintes de réalisation du chantier sont notamment liées à l'échéance de livraison des espaces, attendue à la fin de l'année 2031, au plus tard.

1.9. Mode de dévolution des marchés travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en macros-lots, et pourront faire l'objet des procédures prévues par les dispositions du Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le pouvoir adjudicateur au niveau de l'avant-projet définitif (APD).

A cette fin le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

L'enveloppe financière du coût de travaux indiquée à l'acte d'engagement s'entend dans cette hypothèse (lots séparés ou macro-lots). Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une augmentation de cette enveloppe au moment du choix définitif de l'allotissement. Tout au long des études d'avant-projet, le chiffrage du projet devra donc se faire selon l'hypothèse la plus « défavorable » d'un point de vue financier, quel que soit l'allotissement finalement arrêté.

1.10. Intervenants

1.10.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Etablissement public du musée du Louvre (EPML).

Il est maître de l'usage, utilisateur et destinataire final de l'opération sur le périmètre Louvre.

S'agissant du périmètre « ville de Paris », une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage a été conclue entre le Ville de Paris et l'EPML. La ville de Paris reste maître de l'usage, utilisateur et destinataire final de l'opération. A ce titre, la ville de Paris est par ailleurs subrogée dans l'ensemble des garanties droits et obligation de l'EPML relatifs aux ouvrages qui lui sont remis pour la mise en œuvre des garanties contractuelles et post contractuelles. Enfin, en cas de résiliation de ladite convention de transfert de maîtrise d'ouvrage ou à l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage unique, la ville de Paris sera substituée de plein droit dans les droits, actions et obligations de l'EPML à l'égard des tiers.

1.10.2. Mandataire du maître d'ouvrage

Le mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à sa convention de mandat est :

L'OPPIC, Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture, 30 rue du Château des rentiers – CS 61336 – 75647 Paris Cedex 13.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il assure la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération « Louvre – Grande Colonnade ».

1.10.3. L'Architecte en chef des Monuments Historiques

L'ACMH territorialement compétent, François Chatillon, a été nommé le 5 décembre 2024.

Il est partie prenante du projet. Il réalisera les travaux relatifs à la sous-opération « travaux préparatoires et interventions patrimoniales pour la création des nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre ainsi que l'adaptation des circulations verticales dans le quadrilatère Sully » tel que précisés au programme.

Il sera un interlocuteur régulier et privilégiée du groupement de maîtrise d'œuvre titulaire de la présente mission. Compte tenu de la valeur patrimoniale et/ou archéologique des ouvrages existants, une coordination étroite entre le titulaire et l'Architecte en Chef des Monuments Historiques tant en phase étude, qu'AMT et travaux sera organisée.

1.10.4. Autres acteurs et partenaires du projet

Un nombre important d'acteurs et partenaires concernés par ce projet à très forts enjeux seront également associés au développement de l'opération, objet de la présente mission, selon les modalités d'organisation définies par le musée du Louvre. Il s'agit notamment (liste non exhaustive) :

- Le **ministère de la Culture**, ministère de tutelle de l'EPML. IL a également la charge de l'architecture et du patrimoine à travers ses différentes directions générales (DGPA/SMF : Service des Musées de France, DGPA/SDMHSP : Sous directions des Monuments Historiques et des sites patrimoniaux), son inspection et diverses instances (Commission Nationale pour le Patrimoine et l'Architecture – CNPA, Commission Ministérielle des Projets Immobiliers – CMPI), etc. ;

- La **Ville de Paris**, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage concernant de le réaménagement des espaces urbains intégrés dans le programme. Le *Projet Louvre - Grande Colonnade* concerne en effet côté Est (esplanade de la Grande Colonnade et place du Louvre) la Parcelle Louvre et pour une autre partie la Parcelle Ville. Compte tenu des liens existants entre les travaux et ouvrages relevant de la compétence de la Ville et ceux relevant de l'EPML, en particulier leur imbrication et leur complémentarité, ainsi que de l'unicité du *Projet Louvre-Grande Colonnade* en terme patrimonial, architectural, culturel, urbanistique, écologique et logistiques (transports et flux), la maîtrise d'ouvrage a été transférée par la Ville de Paris à l'EPML, conformément à l'article L. 2422-12 du code de la commande publique, pour que cette opération soit réalisée sous une maîtrise d'ouvrage unique ;
- Les **services déconcentrés de l'Etat**, au regard des enjeux patrimoniaux, urbains, techniques et réglementaires, et de leur caractère fortement structurant pour le projet, qui sont d'ores-et-déjà associés au projet, et notamment (liste non exhaustive) :
 - la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et l'ensemble de ses services (Conservation Régionale des Monuments Historiques - CRMH, Service Régional de l'Archéologie - SRA, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine – UDAP et l'Architecte des Bâtiments de France - ABF),
 - la DRIEAT : Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France et l'ensemble de ses services,
 - la Préfecture de Police de Paris, et notamment ses services compétents dans les domaines de la sécurité du public, de l'accessibilité, de la sûreté et de la circulation (Bureau ERP : bureau établissements recevant du public, BSPP : Brigade de sapeurs-pompiers de Paris, LCPP : Laboratoire central de la préfecture de Police, SOPS : Service opérationnel de prévention situationnel),
- **Ile-de-France Mobilités (IDFM) et la RATP** au regard des enjeux portés par le projet sur les transports urbains et plus particulièrement sur la connexion et/ou la proximité avec ses propres infrastructures (lignes 1 et 7 notamment) ;
- L'ensemble des **concessionnaires de réseaux** alimentant, traversant ou longeant les espaces impactés par le projet.

Et plus généralement de tous les acteurs et partenaires que le maître d'ouvrage et son délégataire estimeront nécessaire d'associer aux réflexions ou que le titulaire signalera au maître d'ouvrage comme pertinent à solliciter.

Le titulaire sera mobilisé en tant que de besoins par le maître d'ouvrage pour participer aux différents échanges organisés (réunions, commissions, etc.).

1.10.5. Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination sera confiée à un prestataire extérieur.

Dans les différents documents, il est fait référence à "l'OPC" ou au "pilote".

L'OPC de l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées de l'OPC dès sa désignation.

1.10.6. Contrôle Technique

Le pouvoir adjudicateur est assisté d'un Contrôleur Technique qui intervient dans les conditions prévues aux articles L. 125-1 et suivants et les articles R. 125-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

En plus des missions de base L et S, les missions complémentaires prévues être confiées par le pouvoir adjudicateur au Contrôleur Technique sont les suivantes :

- P1 : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- F : fonctionnement des installations ;
- Ph : isolation acoustique des bâtiments ;
- Th : isolation thermique et économies d'énergie ;
- Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- LE : solidité des existants ;
- Av : stabilité des avoisinants ;
- GTB : gestion technique du bâtiment ;
- HYS : hygiène et santé dans les bâtiments.

Il sera demandé au contrôleur technique de conforter ses actions de contrôle en s'appuyant sur la maquette numérique, dont seront extraits les documents de conception et documents d'exécution sur lesquels il formalisera son avis. Il se positionnera en BIM utilisateur dans la mesure où il exploitera les données de la maquette numérique mise à sa disposition par les contributeurs BIM sans y apporter de modification.

La charte et le cahier des charges BIM, ainsi que la convention BIM dans son état au moment de la consultation du contrôleur technique, l'informeront sur les usages BIM retenus par le maître d'ouvrage, niveaux de définition de la maquette numérique, formats de fichiers, etc.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation des ouvrages.

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre :

- la convention BIM intégrant les modalités d'intervention du contrôleur technique dans un volet consacré aux processus BIM spécifiques à la mission de contrôle technique et notamment aux modalités d'échanges du contrôleur technique avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises, à l'espace dédié sur la plateforme pour déposer ses avis. ;
- les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

1.10.7. Coordination sécurité et protection de la santé

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions des articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie 1 et sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

Le coordonnateur sera désigné en application des articles L. 4532-3, -4 et -7 du Code du travail par le pouvoir adjudicateur.

Le coordonnateur sera associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet ; il aura accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et sera destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.

Le titulaire de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera désigné ultérieurement.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

1.10.8. Coordination SSI

La mission de coordination SSI sera confiée à un prestataire extérieur, non désigné à ce stade.

Le maître d'œuvre intégrera dans ses études les conséquences de la mise au point du dossier d'identité et fournira au coordinateur l'ensemble des éléments nécessaires à l'exercice de sa mission.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSSI".

1.10.9. AMO commissionnement

Le maître d'ouvrage entend avoir recours à un AMO commissionnement (ou agent de commissionnement). Son rôle consiste à mettre en œuvre une démarche qualité tout au long du projet, de manière à s'assurer de l'atteinte des performances contractuelles définies dans le programme de l'opération, et créer les conditions pour les maintenir.

Dans les différentes pièces du marché, il sera fait référence à l'« agent de commissionnement ».

Le processus de commissionnement utilisé dans ce projet vise les objectifs suivants :

- vérifier que la conception soit conforme aux exigences du programme, du point de vue des performances contractuelles ;
- vérifier que les équipements, les systèmes, les automatismes et la GTB éventuelle soient correctement paramétrés et réglés ;
- vérifier et documenter la performance des équipements et des systèmes conformément à la réalisation ;
- vérifier que le personnel d'exploitation et de maintenance soit formé de façon adéquate, afin d'être en mesure d'opérer et d'entretenir le bâtiment de façon optimale,

L'agent de commissionnement complète l'expertise technique du maître d'œuvre et de l'entreprise sans pour autant se substituer à leur rôle et à leurs responsabilités respectives. Il accompagne les entreprises de travaux et en charge de l'exploitation-maintenance dans la définition et l'exécution des contrôles et mesures in situ à réaliser. Il participe à toutes les réunions phase études et travaux qui ont un impact sur son objectif. Enfin, il participe à la phase de mise au point des équipements et réception.

Le périmètre technique de commissionnement retenu est le suivant :

- enveloppe (menuiseries, isolations et ponts thermiques, étanchéité à l'air...) ;
- CVC (équipements de chauffage, ventilation et climatisation) et automatismes associés ;
- éclairage naturel et artificiel ;
- GTB ;
- système de comptage et de gestion des données ;
- ascenseurs ;
- système de production et de distribution d'ENR ;
- confort hygrothermique notamment d'été ;
- qualité de l'air intérieur ;

- confort acoustique ;
- qualité sanitaire de l'eau (eau froide et eau chaude sanitaire) ;
- performance environnementale du projet (suivi de l'analyse du cycle de vie de l'opération, gestion des déchets).

Par ailleurs, il a en charge de :

- vérifier les estimations en cout global du projet établies par le maître d'œuvre ;
- vérifier les estimations relatives aux coûts d'exploitation et de maintenance ;
- vérifier les DEM préparés par le maître d'œuvre ;
- rédiger les CCTP des marchés d'exploitation maintenance.

1.10.10. BIM

AMO BIM :

Il est responsable de l'accompagnement du maître d'ouvrage dans la supervision du processus BIM.

Il sera désigné au stade APS ou APD pour :

BIM manager global :

Ses missions sont :

-définir les processus BIM du projet par la rédaction de la convention BIM chapeau en accord avec les deux conventions de deux MOE.

1.10.11. Synthèse

Un coordinateur de la cellule de synthèse pour le suivi de la cellule de synthèse sera désigné au stade EXE et sa mission s'achèvera à la réception de l'ouvrage et la validation du DOE.

Le contrat relatif à la mission du coordinateur de la cellule de synthèse est à la charge du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre devra, le cas échéant, tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du coordinateur de la cellule de synthèse.

Dès que le coordinateur de la cellule de synthèse aura été désigné, le représentant du Maître d'ouvrage notifiera au maître d'œuvre son identité, ses coordonnées et son cahier des charges.

1.10.12. Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres AMO en cours d'études ou de réalisation. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la MOE ou d'en pallier les carences.

Outre les assistants au maître d'ouvrage détaillés ci-avant, le maître d'ouvrage envisage les AMO suivants (liste non exhaustive) :

- AMO multi technique,
- AMO environnement,
- AMO sécurité et sûreté publique,
- AMO plomb et amiante,
- AMO accessibilité à tous,
- AMO multimédia et audiovisuel,
- ...

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

Le maître d'œuvre devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces AMO qui auront été retenues par le représentant du maître d'ouvrage.

1.11. Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le maître d'œuvre s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

1.12. Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.12.1. Les publics visés

Les publics visés par la clause d'insertion par l'activité économique sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les réfugiés sanitaires ;
- les primo-arrivants de droit commun en France depuis moins de 5 ans ;
- les demandeurs d'asile.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution du marché
<i>Elément qui sera communiqué aux candidats en cours de consultation</i>

1.12.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

- 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

1.12.3. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Adel AATALLA

Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

adel.aatalla@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

1.12.4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au maître d'œuvre après la notification du marché.

A la demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au maître d'ouvrage et aux destinataires suivants de l'EPEC :

adel.aatalla@epec.paris et bibata.maiga@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'annexe 2 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le maître d'œuvre les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, le maître d'œuvre s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

1.13. Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut notifier des ordres de service au maître d'œuvre, lequel en accuse réception et doit s'y conformer. Toutefois, s'il estime avoir des observations à faire valoir, notamment sur le prix des prestations, il dispose pour les notifier au maître d'ouvrage d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception par lui de l'ordre de service considéré, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le maître d'œuvre visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

En complément de l'article 14 du CCAG-MOE, les modifications de caractère technique en cours d'exécution sont prescrites par ordre de service du maître d'ouvrage et donneront lieu à l'établissement ultérieur d'un avenant.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service mentionné à l'article 14.1 du CCAG-MOE fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre.

Ce prix provisoire, permettant une juste rémunération du maître d'œuvre, est utilisé pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MOE, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont d'accord pour arrêter le prix définitif ou lorsque le prix est devenu définitif dans le silence du maître d'œuvre, celui-ci fait l'objet d'un avenant ultérieur.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut émettre des ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives même si le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est supérieur à 10 % du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre ne peut refuser d'exécuter le ou les ordres de service au motif qu'ils n'ont pas encore fait l'objet d'un avenant.

A l'exception d'un OS relatif à des prestations prévues au marché, le maître d'œuvre n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 14.2 du CCAG-MOE lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, un tel refus d'exécuter opposé par le maître d'œuvre n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'ouvrage, dans le délai de sept jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

En cas de désaccord sur le montant fixé dans l'ordre de service, le maître d'œuvre réserve cet ordre de service mais ne peut pas opposer un refus d'exécuter.

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Le titulaire dispose à cet effet d'un délai d'un mois à compter de la notification de l'ordre de service, à moins que celui-ci n'ait spécifié un délai différent.

Les OS peuvent être notifiés par courriel avec accusé de réception.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet à la demande du maître d'œuvre, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au maître d'œuvre de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant.

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

2.1. Pièces particulières

L'**acte d'engagement (AE)** et ses **4** annexes :

- annexe n° 1 : Demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- annexe n° 2 : Organigramme de la maîtrise d'œuvre (à fournir par le candidat),
- annexe n° 3 : Accord de confidentialité ;
- annexe n° 4 : Clauses sociales ;

La **décomposition du forfait de rémunération** par élément de mission, et décomposition indicative des temps passés, qualification/coûts journaliers et co-traitant ;

La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, l'application des dispositions de l'article 13.2.1 du présent CCAP, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives (rémunérations complémentaires relatives aux études et suivi des travaux modificatifs dans les conditions définies aux articles 10.1.3 et 10.3.2 du présent CCAP). Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre pour la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans les pièces contractuelles et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles

Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses **6** annexes :

- annexe n° 1 : Précisions relatives aux éléments de mission à la charge du titulaire (CCTP),
- annexe n° 2 : Délais, paiements et pénalités par éléments de mission,
- annexe n° 3 : Calendrier prévisionnel études et travaux,
- annexe n° 4 : Gestion financière des marchés de travaux (Convention interchange EDIFLEX),
- annexe n° 5 : Convention BIM (à fournir par le candidat),
- annexe n° 6 : Limites de prestations entre maîtres d'œuvre de l'opération.

Le dossier technique :

Le programme de l'opération avec ses annexes ;

Le dossier du site :

Le dossier de site constitué des **pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage** ;

Les remarques et réserves émises par le jury de concours.

2.2. Pièces générales

- Le **cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE)** issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (**CCAG-Travaux**), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0 indiqué dans l'acte d'engagement) approuvé par le décret n° 2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifiée par arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du CCTG applicables aux marchés publics de travaux de génie civil ;

- le Code de la commande publique et notamment son Livre IV relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, et l'annexe 20 du Code de la commande publique.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

3. TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent CCAP sont exprimés hors TVA.

4. RETENUE DE GARANTIE

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

5. FORFAIT DE REMUNERATION

5.1. Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre dans le dossier de consultation des concepteurs et des documents mentionnés à l'article 2 du présent CCAP ; il tient notamment compte des éléments suivants :

- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement ;
- nature et spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage ;
- mode de dévolution des marchés de travaux ;
- assurances.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées. Il tient notamment compte du programme définitif de l'opération, arrêté par le maître de l'ouvrage à l'issue de l'APD.

Les modalités de fixation du forfait définitif sont indiquées à l'article 10.1.3 du présent CCAP.

L'augmentation éventuelle du coût prévisionnel des travaux n'est pas de nature à entraîner systématiquement une augmentation du forfait de rémunération et en particulier si l'augmentation du coût prévisionnel des travaux est due à sa sous-estimation dans son offre initiale.

5.2. Modification de la rémunération en cours de mission

La rémunération du maître d'œuvre pourra être modifiée notamment pour tenir compte des situations suivantes :

- études modificatives ou complémentaires prescrites par le maître d'ouvrage, dans les conditions définies à l'article 10.1.4 du présent CCAP ;

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- suivi de travaux modificatifs ou complémentaires, dans les conditions définies à l'article 10.3.2 du présent CCAP ;
- rectifications du forfait liées au non-respect du coût prévisionnel ou du coût de référence des travaux.

Les rémunérations complémentaires relatives aux études et suivi de travaux modificatifs seront calculées en utilisant les éléments de chiffrage figurant dans la décomposition du forfait de rémunération par élément de mission et par co-traitant, par temps passé et qualification/coûts journaliers ou autres pièces du présent marché.

Par ailleurs, la rémunération du maître d'œuvre pourra être modifiée pour tenir compte de :

- l'application de pénalités et réfections prévues par le présent marché ;
- les modifications du forfait liées au non-respect du coût prévisionnel ou du coût de référence des travaux.

5.3. Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait de rémunération est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 figurant à l'acte d'engagement.

Le mandataire assure le pilotage des cotraitants du groupement. Dans l'hypothèse où la coordination ne serait pas ou incomplètement réalisée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'opérer une réfaction au marché.

6. PRIX

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-18 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

6.1. Forme du prix

Le prix est global et forfaitaire et révisable suivant les modalités fixées ci-après.

6.1.1 Index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie I publié par l'institut national de la statistique et des études économiques.

6.1.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé à l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$P = P0 [0,15 + 0,85 (Im-4/Im0-4)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P0 est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (Im0-4) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (Im-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

6.2. Nantissement et cession de créance – Pièce à délivrer au titulaire

Il sera fait application de l'article 4.2 du CCAG-MOE.

7. REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'OEUVRE

7.1. Avance

En application de l'option B.11.1 du CCAG, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au maître d'œuvre, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % pour chaque cotraitant ou sous-traitant admis au paiement direct, lorsque celui-ci est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

7.2. Modalités du règlement des comptes du marché

7.2.1 Conditions de règlement

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales. Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr> ;

soit :

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

En précision des dispositions de l'article 11.3.6 du CCAG-MOE, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS dans les conditions fixées à l'annexe n°4 du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Pour permettre le versement automatique des décomptes de EDIFLEX vers Chorus ainsi que leur paiement, le titulaire doit renseigner son login et le mot de passe du compte technique CHORUS dans EDIFLEX ainsi que ceux des sous-traitants du marché qu'il s'engage à récupérer lors de la déclaration des sous-traitants (DC4). L'annexe n°4 au CCAP précise les modalités d'utilisation de l'interface entre EDIFLEX et CHORUS.

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.4.2 du CCAG-MOE, l'échéancier des paiements obéira au tableau joint en annexe 2 au présent CCAP.

7.2.2 Etat périodique

L'état périodique établi par le maître d'œuvre indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

7.2.3 Projet de décompte périodique

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-MOE.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

7.2.4 Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération ;
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du maître d'œuvre ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.1 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du maître d'ouvrage.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

7.3. Paiement du solde – Décompte final – Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le maître d'œuvre doit adresser au représentant du maître d'ouvrage le projet de décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le maître d'œuvre peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis au représentant du maître d'ouvrage, selon les modalités définies à l'annexe 4 du présent CCAP (système informatique de gestion financière du marché), dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le représentant du maître d'ouvrage pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

Le projet de décompte final accepté ou rectifié par le représentant du maître d'ouvrage devient le décompte final du marché. Le représentant du maître d'ouvrage établit l'état de solde dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes périodiques.

Le représentant du maître d'ouvrage établit le décompte général (récapitulatif des acomptes et du solde, état de solde, décompte définitif) et son montant (somme des acomptes et du solde).

Ce décompte général est notifié au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 30 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 30 jour calendaire pour remettre au représentant du maître d'ouvrage le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai, le décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du maître d'ouvrage.

En cas de contestation du maître d'œuvre sur le montant de la somme due, le représentant du maître d'ouvrage procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

8. DELAIS – APPROBATION DES LIVRABLES EN PHASE ETUDE – PENALITES

8.1. Délais en phase études

L'annexe n° 2 au présent CCAP fixe la durée d'établissement des documents dus par le titulaire ainsi que le point de départ de ces délais.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, la décision par le maître de l'ouvrage d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus est prévu d'intervenir avant l'expiration des délais prévisionnels indiqués dans la même annexe n° 2 au présent CCAP.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais prévisionnels que ceux indiqués ci-dessus.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, l'absence de décision dans ces délais prévisionnels ne vaut pas acceptation tacite.

8.2. Modalités de remise et d'approbation des études

8.2.1 Modalités de fourniture des documents d'études

Par dérogation à l'article 20.3.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé de notifier au représentant du pouvoir adjudicateur la date à laquelle les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Les documents d'études sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur en 3 exemplaires, dont un reproductible à l'exception des dossiers d'autorisations administratives qui seront remis en autant de versions papier que demandées par les services instructeurs (ainsi que 2 versions supplémentaires à l'attention du maître d'ouvrage). Tous les documents fournis seront rédigés en langue française.

Ils devront être remis au pouvoir adjudicateur sous format « pdf », « Word » et « Excel » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits, et sous format « IFC », « DXF », « dwg » et « pdf » pour les pièces graphiques ; le « pdf » faisant foi de l'état des documents transmis.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

Le maître d'œuvre s'engage à présenter les documents au pouvoir adjudicateur dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande. Il s'engage également à fournir tous les justificatifs et documents complémentaires que pourrait demander un des acteurs de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de sa mission (pouvoir adjudicateur ou représentant, AMO, etc.). En outre, les éventuelles propositions de mesures correctives demandées au maître d'œuvre dans le cadre de sa mission devront être soumises au pouvoir adjudicateur pour approbation.

8.2.2 Approbation des études de conception

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations qui y sont prévues.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de l'acceptation d'un document d'études par le maître d'ouvrage pour justifier d'une performance inférieure à celle prescrite au marché (dont le programme), sauf si celle-ci résulte d'une modification explicite expressément acceptée par le maître d'ouvrage.

8.2.2.1. Décisions

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, le cas échéant avec observations, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

Les modalités des délais d'approbation des plans et documents sont précisés à l'article 8.1.

8.2.2.2. Admission des prestations

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations en l'état ou avec observations si elles répondent aux stipulations du marché. Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-MOE, la date de prise d'effet de l'admission est précisée dans la décision d'admission ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

Lorsque l'admission est prononcée avec observations, le pouvoir adjudicateur précise le délai imparti au titulaire pour y remédier. A défaut, le délai est de quatorze jours calendaires.

8.2.2.3. Ajournement des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations, par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quinze jours calendaires prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà du délai de 15 jours prévu à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE, vaut rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, du délai d'acceptation précisé à l'article 8.1 à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quinze jours calendaires ouvert au titulaire pour présenter ses observations, le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement, ainsi que le délai d'acceptation de ces prestations par le pouvoir adjudicateur, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

8.2.2.4. Admission avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOE, le titulaire dispose de quinze jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de trente jours calendaires pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.2.2.5. Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les observations telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni l'ajournement ni l'admission avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Par dérogation à l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, la décision de rejet peut être prise sans que le titulaire n'ait été convoqué préalablement pour être entendu.

Le titulaire dispose de trente jours calendaires pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de trente jours calendaires pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

À la suite de la décision de rejet, le maître d'ouvrage peut demander au titulaire de reprendre l'intégralité des prestations rejetées.

Si, les prestations sont à nouveau rejetées, le maître d'ouvrage peut prendre une décision de résiliation du marché aux torts du titulaire. Il est précisé qu'en cas de résiliation, les échanges décrits dans les deux premiers alinéas du présent article valent mise en demeure préalable du titulaire.

8.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard relatives à la phase études (reprise d'ESQ (le cas échéant), APS, APD, PRO et AMT) sont plafonnées à hauteur de 15% du montant des missions relatives à cette phase.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités sont appliquées de droit, sans que le maître d'ouvrage n'ait à inviter le titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-MOE, lorsque le délai dont dispose le maître d'œuvre expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'établissement des documents, validations et actions dus au titre de son marché, le maître d'œuvre encourt les pénalités fixées à l'annexe 2 du présent CCAP. Ces pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Le retard du titulaire au titre du présent marché sur un élément de mission [n] est susceptible de conduire à l'application de pénalités provisoires, qui seraient remboursées à l'issue de l'élément de mission [n+1] si le retard constaté lors de la production de l'élément [n] a été résorbé à l'élément [n+1].

La fixation du montant définitif des pénalités a lieu au moment du décompte général.

9. DELAIS – PENALITES EN PHASE TRAVAUX ET POST RECEPTION

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard relatives à la phase travaux (VISA, DET, AOR) sont plafonnées à hauteur de 15% du montant des missions relatives à cette phase.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-MOE, lorsque le délai dont dispose le maître d'œuvre expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités sont appliquées de droit, sans que le maître d'ouvrage n'ait à inviter le titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, l'annexe n°2 au présent CCAP fixe la durée d'établissement des documents dus par le titulaire, le point de départ de ces délais et les montants des pénalités en cas de retard. Ces pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

10. CONTRÔLE DU COÛT DE L'OPERATION

10.1. Maîtrise des coûts pendant les études

10.1.1 Enveloppe et contenu des prestations

L'enveloppe financière prévisionnelle (Ef) définie à l'article 2.2 de l'acte d'engagement du présent marché comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme tel que décrit dans les pièces constitutives correspondantes du présent marché.

Cette enveloppe est réputée calculée sur la base :

- d'une réalisation des travaux en lots séparés ou en « macro-lots », selon l'hypothèse d'allotissement la plus défavorable d'un point de vue financier ;
- des résultats des investigations effectuées préalablement au concours et présents dans le dossier de consultation à destination des concepteurs.

10.1.2 Cout prévisionnel des travaux

Les coûts prévisionnels des travaux estimés à chaque phase de conception par le maître d'œuvre, sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé par l'acte d'engagement et relatif à Ef (enveloppe financière prévisionnelle des travaux, fixée dans l'acte d'engagement). Dans le CCAP

cas contraire, ces coûts prévisionnels sont ramenés dans cette date de valeur par utilisation des indices BT01 pour l'enveloppe financière périmètre Louvre (Ef1) et à l'indice TP08 pour l'enveloppe financière périmètre ville de Paris (Ef2).

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux (Ef), puis du coût prévisionnel des travaux (Cp) défini lors de la validation de l'APD.

Le cout prévisionnel des travaux tel qu'estimé par le maître d'œuvre à chaque phase de conception, doit être au plus égal au montant de l'enveloppe financière prévisionnelle (Ef) définie à l'acte d'engagement, puis du coût prévisionnel des travaux (Cp) défini lors de la validation de l'APD.

Si néanmoins l'estimation de la maîtrise d'œuvre du coût prévisionnel des travaux, au moment de la remise des prestations d'une phase et à programme constant, est supérieure à l'enveloppe financière Ef arrêtée dans l'acte d'engagement (phase avant-projet) puis au coût prévisionnel des travaux (Cp) après validation de l'APD, le pouvoir adjudicateur peut :

- refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec Ef ou Cp ;
- également décider d'appliquer des pénalités pour retard jusqu'à la fourniture du projet compatible avec Ef ou Cp.

Le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel des travaux (Cp) sur la base des études d'APD. Ce Cp est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'opération conformément au programme, à l'exclusion notamment :

- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses de travaux hors emprise définie au programme de l'opération ;
- dépense d'exécution d'œuvre d'art, y compris travaux nécessaires à l'intégration de cette œuvre dans le bâtiment ;
- du mobilier non intégré à l'ouvrage ;
- de tous les frais financiers.

10.1.3 Fixation de l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération – Clause de non-proportionnalité de la rémunération au regard du cout des travaux – Clause de réexamen

La décision de validation de l'APD par le pouvoir adjudicateur fixe le montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux Cp que le maître d'œuvre doit s'engager à respecter. Ce montant ainsi que le forfait définitif de rémunération de base du maître d'œuvre sont ensuite arrêtés, par voie d'avenant.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive de la mission de base, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante.

Tout d'abord, le cout prévisionnel des travaux (Cp) que le maître d'œuvre s'engage à respecter à l'issue de l'APD est décomposé en :

- « CTA » : coût des travaux supplémentaires ou modificatifs (TA) nés d'aléas et sujétions apparus pendant les études de conception ;
- « CTM » : coût des travaux supplémentaires ou modificatifs (TM) nés de modifications de programme validées par le maître d'ouvrage ;
- « CTE » : coût des travaux supplémentaires ou modificatifs (TE) nés d'ajustements rendus nécessaires pendant les études de conception, au regard des faits générateurs ci-après :

- adaptation des prestations pour garantir une gestion fluide et équilibrée des flux de visiteurs dans les nouveaux espaces, en articulation notamment avec les espaces existants, tant intérieurs qu'extérieurs ;
 - coordination et ajustement des prestations réalisées entre le titulaire d'une part et l'ACMH d'autre part, au regard des sujétions architecturales, patrimoniales et structurelles, de l'organisation des réseaux techniques du site et des abords ou encore des risques géotechniques non identifiables à la date de signature du marché ;
 - adaptation des prestations en fonction des conclusions des études de publics à organiser ;
 - adaptation des prestations en fonction des découvertes archéologiques probables mais non identifiables à la date de signature du marché que les terrassements des ouvrages mettront à jour.
- « CTI » : coût des travaux (TI), indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial et ne relevant pas des catégories « TA » « TM » et « TE » visées ci-avant.

Les travaux de type « TI » n'ouvriront droit à aucune rémunération complémentaire par rapport au forfait provisoire.

En ce qui concerne, les surcouts liés aux travaux de type « TA », « TM » et « TE » :

- si ces travaux supplémentaires ne nécessitent pas d'études supplémentaires, aucune rémunération complémentaire ne sera versée ;
- si ces travaux supplémentaires nécessitent des études supplémentaires, la rémunération complémentaire sera appréciée au regard des missions de maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO, AMT, EXE, VISA, AOR) impactées pour chacune des modifications en question. Les taux fixés par le marché, issus de la DPGF, seront appliqués pour le calcul de la rémunération complémentaire, qui sera donc restreinte aux seules missions effectivement mobilisées pour ces travaux modificatifs.

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

Le forfait définitif de la rémunération de base (Fd) sera ainsi égal à la somme du forfait provisoire (Fp) et de la rémunération complémentaire issue des surcouts relatifs aux travaux de type « TA », « TM » et « TE ». Son montant **maximal** est ainsi de :

$$Fd = Fp + (CTA + CTM + CTE) * Fp / Ef$$

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux (Cp) serait inférieur ou égal à l'enveloppe financière (Ef), le forfait définitif de rémunération Fd :

- resterait inchangé et égal à Fp, dans le cas où l'écart de Cp avec Ef est inférieur ou égal à 10% ;
- est égal à $Fp \times Cp/Ef/0,9$, dans le cas où l'écart de Cp avec Ef est supérieur à 10%.

10.1.4 Suivi des modifications en phase études

A l'issue de chaque phase d'études de conception (APS, APD, PRO) et lors de la remise du DCE, le maître d'œuvre établira la liste des modifications affectant le projet par rapport à la phase précédente.

Pour chaque poste de la liste, le maître d'œuvre fournira une justification de la modification, l'estimation de son incidence financière en matière de coût des travaux et une proposition argumentée de classement suivant les catégories TA, TM, TE et TI telles que définies ci-avant.

Après accord du maître d'ouvrage sur le classement de ces modifications, les travaux supplémentaires de type TA, TM, TE et TI ouvriront droit à rémunération complémentaire dans les mêmes conditions

que celles évoquée à l'article 10.1.3 du présent CCAP. Cette rémunération complémentaire sera traitée par voie d'avenant.

Afin d'assurer une traçabilité des échanges entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en cours d'études, un système de « fiches questions-réponses » (FQR) sera mis en place. A l'initiative du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, elles permettront d'affiner la définition du besoin et la bonne compréhension des attendus du programme. Elles permettront également, le cas échéant, de tracer les demandes de modifications apportées par le maître d'ouvrage en cours d'études.

10.2. Consultation des entreprises et fixation du coût de référence des travaux

10.2.1 Consultation des entreprises et fixation du coût de référence des travaux Cr

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition des entreprises travaux, est établi le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant la somme du montant des offres pressenties après analyse, tous critères confondus, comme la plus intéressante, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour le coût du périmètre Louvre et à l'indice TP08 pour le coût du périmètre ville de Paris pris respectivement au mois m0 des offres travaux ci-dessus et au mois de référence de Cp (le coefficient est arrondi au millième supérieur).

10.2.2 Comparaison entre Cr et Cp

Si le coût de référence est inférieur au Cp assorti du seuil de tolérance tp indiqué dans l'acte d'engagement, soit $Cp \times (1+tp)$, le pouvoir adjudicateur attribue les marchés de travaux.

Si le coût de référence est supérieur au Cp assorti du seuil de tolérance $tp^* (1-2)$ indiqué dans l'acte d'engagement, soit $Cp \times (1+tp (1-2))$, le pouvoir adjudicateur peut, selon les lots :

- déclarer la consultation sans suite et lancer une nouvelle consultation ;
- déclarer la consultation sans suite et demander, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises travaux devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la demande. A défaut, les pénalités de retard prévues à l'annexe 2 du présent CCAP pourront être appliquées.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit alors établir un nouveau DCE dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, pour permettre de lancer une nouvelle procédure. A défaut, les pénalités de retard prévues à l'annexe 2 du présent CCAP pourront être appliquées ;

- retenir une offre,
- demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises travaux devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la demande. A défaut, les pénalités de retard prévues à l'annexe 2 du présent CCAP pourront être appliquées.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit alors établir un nouveau DCE dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de

cette acceptation, pour permettre de lancer une nouvelle procédure. A défaut, les pénalités de retard prévues à l'annexe 2 du présent CCAP pourront être appliquées.

Le taux de tolérance t1 ne doit en aucune manière être assimilé à une marge d'augmentation déjà acquise.

Il revient par ailleurs au maître d'ouvrage d'estimer si la consultation est ou non fructueuse.

(*) Tp vaut Tp1 et Tp2

10.2.3 Réfaction au montant de rémunération Fd

Dans tous les cas, si le coût de référence des travaux après attribution des marchés travaux (CR), est supérieur au Cp assorti du seuil de tolérance tp* (1-2) indiqué dans l'acte d'engagement, soit $Cp \times (1 + tp(1-2))$, le maître d'ouvrage peut, en cas de responsabilité du maître d'œuvre dans le dépassement constaté, appliquer une réfaction au montant de rémunération Fd d'un montant de :

$$\{CR - [Cp \times (1 + tp)]\} \times Fd / Cp / 3$$

Le montant de cette réfaction est plafonné à 50% du montant de la rémunération de l'élément de mission AMT.

Si le coût de référence des travaux après attribution des marchés travaux, CR, est inférieur de plus de 10 % par rapport au Cp, le maître d'ouvrage peut appliquer sur les missions en phase travaux (VISA, DET, AOR) une réfaction au montant de rémunération Fd d'un montant de :

$$[Cp \times 0,9] - CR \} \times Fd / Cp / 2$$

(*) Tp vaut Tp1 et Tp2

10.3. Maîtrise des coûts pendant la phase travaux

10.3.1 Coût de Référence des Travaux et Coût constaté

Après passation de la totalité des marchés de travaux, est établi le coût de référence des travaux (**CRT**), égal à la somme des montants (en valeur m0 de chaque marché) des marchés travaux.

Le coût constaté final (**CCF**), déterminé après achèvement de l'ouvrage est égal à la somme des montants, en prix de base (conditions économiques du mois m0 de chaque marché travaux), des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, y compris avenants, commandes et réclamations acceptées, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors travaux modificatifs de type « TA » ou « TM » tels que définis à l'article 10.1.3 ci-avant.

Si le CCF est supérieur au CRT, éventuellement modifié selon les dispositions de l'article 10, assorti du taux de tolérance td* (1-2) fixé dans l'acte d'engagement :

- le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à : $4\% \times [CCF - (1 + td) \times CRT]$;
- le montant de cette pénalité est plafonné à 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution du marché de travaux.

Si, en cours d'exécution de travaux, le CCF dépasse le CRT assorti du seuil de tolérance, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du pouvoir adjudicateur par fractions réparties sur les décomptes correspondant aux éléments de mission DET et AOR.

Le taux de tolérance td (1-2) ne doit en aucune manière être assimilé à une marge d'augmentation déjà acquise.

Tout dépassement doit immédiatement entraîner, de la part du titulaire, la mise en place de mesures, soumises à l'approbation du maître de l'ouvrage, et destinées à revenir au plus près de son engagement initial.

(*) Td vaut Td1 et Td2

10.3.2 Suivi des travaux modificatifs ou supplémentaires

Lorsque des travaux modificatifs ou supplémentaires apparaissent en cours d'exécution des marchés de travaux, soit à la demande du maître d'ouvrage (demande de modifications de type « TM ») ou à celle du maître d'œuvre (à la suite de sujétions techniques imprévues de type « TA » ou bien de type « TI » à la suite d'imprécisions dans le DCE ou d'erreurs dans la conduite des travaux), une fiche modificative (« FM ») est initiée par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

Cette fiche modificative comporte au moins les éléments suivants :

- la proposition de classement du maître d'œuvre selon les catégories « TA », « TM » ou « TI » ;
- les circonstances ayant conduit à ces travaux modificatifs ou supplémentaires ;
- une description de la solution technique envisagée ;
- les incidences maximales sur le coût et le délai des travaux ainsi que sur l'atteinte des performances techniques définies au programme (notamment sur le volet énergétique et environnemental du projet).

Sur la base de la fiche modificative validée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre établit l'ordre de service à destination de l'entreprise et le soumet au visa du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le classement de ces travaux modificatifs ou supplémentaires est arrêté par le représentant du pouvoir adjudicateur, une fois les prix définitifs établis, par voie d'avenant.

Nota : quelle que soit la catégorie de l'ordre de service pour travaux modificatifs établi à prix provisoire, la différence entre le prix définitif et le prix provisoire pourra être classée en catégorie TI si la différence relève d'une importante erreur d'appréciation du prix provisoire par le maître d'œuvre.

Après accord du maître d'ouvrage sur le classement des modifications, les travaux supplémentaires de type TA et TM ouvriront droit à rémunération complémentaire du maître d'œuvre dans les mêmes conditions que celles évoquée à l'article 10.1.3 du présent CCAP. Cette rémunération complémentaire sera traitée par voie d'avenant.

11. EXECUTION ET ORGANISATION DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE

11.1. Vérification de la conformité et de la qualité du projet d'exécution

Au cours de la phase travaux, le maître d'œuvre doit procéder à l'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi qu'à leur visa.

Le calendrier d'établissement de ces documents par les entreprises sera mis au point en accord avec les entrepreneurs pendant la période de préparation du chantier. Ce calendrier, une fois signé par les entreprises, deviendra contractuel.

Le délai de l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par le titulaire du marché de travaux et leur visa sont fixés à l'article 9, après remise des documents par le titulaire du marché de travaux.

En outre, pendant l'exécution des travaux, la qualité des travaux et ouvrages devra être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires et normatifs (règles de sécurité, normes françaises, DUT, avis techniques, etc.) des spécifications techniques détaillées du marché de travaux et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas contraire, la mise en paiement des situations mensuelles d'honoraires du maître d'œuvre sera suspendue, jusqu'à ce qu'un plan de remise à niveau qualitatif ait été pris en concertation avec le maître de l'ouvrage ; ce plan comportera toutes les dispositions propres à corriger ces défauts de qualité.

11.2. Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution des marchés de travaux

11.2.1 Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre. Il est tenu de faire respecter par le titulaire du marché de travaux l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, pour ce qui concerne les modifications ayant une incidence financière, calendaire ou sur les performances du projet. Au titre de la mission DET, le MOE est responsable principal du délai d'exécution des travaux, y compris lorsqu'un OPC externe est missionné.

Les représentants de la maîtrise d'œuvre chargés de la direction de l'exécution des travaux devront être habilités par le maître d'ouvrage au vu de leurs qualifications.

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

11.2.2 Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion.

11.2.3 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre au titulaire du marché de travaux

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire du marché de travaux, visés par tout moyen par le maître d'ouvrage.

Un ordre de service notifié sans l'autorisation écrite du maître d'ouvrage peut entraîner une pénalité égale au montant des travaux ainsi occasionnés.

Le maître d'ouvrage peut également ordonner directement la réalisation de travaux ou prestations par ordre de service.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci au maître d'ouvrage pour visa. L'ordre de service sera notifié par mail avec accusé de réception aux titulaires de marchés de travaux, par le maître d'ouvrage, copie au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre tient à jour un tableau des OS selon un modèle que lui transmettra le maître d'ouvrage.

La carence constatée dans la délivrance des OS expose le maître d'œuvre à l'application des pénalités définies à l'annexe 2 du présent CCAP.

En aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à l'affermissement d'une tranche optionnelle des travaux.

11.3. Vérification des projets de décompte des entrepreneurs

11.3.1 Elaboration des décomptes mensuels à régler aux entrepreneurs

Au cours de la réalisation des travaux, le titulaire doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par l'entrepreneur, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n° 4 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le titulaire aura obligation de se servir.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai maximum imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à 5 jours calendaires, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel par ses soins.

Outre les pénalités décrites à l'annexe n° 2, si du fait d'un retard imputable au maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre subit une pénalité supplémentaire équivalente au montant des intérêts moratoires versés à l'entreprise.

11.3.2 Vérification du projet de décompte final d'un entrepreneur et établissement du décompte général

Par dérogation aux dispositions des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, la vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général par le titulaire sont assurés par traitement informatique dans les conditions fixées dans les conditions fixées à l'annexe n° 4 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le titulaire aura obligation de se servir.

La date limite du délai imparti au maître d'œuvre pour transmettre à la personne publique ou à son représentant les décomptes généraux est fixé, pour chaque marché, à 15 jours calendaires à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

Outre les pénalités décrites à l'annexe n° 2, si du fait d'un retard imputable au maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre subit une pénalité supplémentaire équivalente au montant des intérêts moratoires versés à l'entreprise.

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du *Projet Louvre – Grande Colonnade*

11.3.3 Suspension des délais de paiement

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le maître d'œuvre doit aussitôt en informer le maître d'ouvrage.

11.3.4 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction par le titulaire d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 30 jours calendaires à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire concerné. Dans le cas contraire, le titulaire s'expose aux pénalités précisées à l'annexe n° 2 du présent CCAP.

11.3.5 Autres prestations liées

Pour tous les contrats, non soumis à l'obligation de conclure un marché suivant une procédure formalisée, passés par le maître de l'ouvrage et contribuant à la réalisation de l'ouvrage concerné par le présent marché tel qu'il découle du programme, le maître d'œuvre vérifie la facture ou le mémoire transmis par l'entrepreneur.

Après vérification et attestation de l'exécution conforme des travaux, le maître d'œuvre transmet son accord pour paiement au maître de l'ouvrage.

11.4. Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception (OPR) pourront se faire en présence du représentant du maître d'ouvrage, lequel fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre. Ce dernier devra alors faire procéder aux interventions nécessaires par les entrepreneurs, dans les délais qui leur seront indiqués par le représentant du maître d'ouvrage.

Les opérations préalables à la réception ont pour objet de vérifier dans chaque local et pour chaque équipement le respect des exigences définies dans les pièces contractuelles et les documents d'exécution.

Elles comportent notamment :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- l'examen de tous les contrôles internes ou externes conduits par le titulaire ;
- la réalisation des épreuves prévues au marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- les essais et vérifications figurant le document technique COPREC approuvé par les assureurs ;
- la constatation éventuelle d'imperfections, de malfaçons, de non-respect des performances définies dans le contrat et les documentations d'exécution ;
- la transmission du dossier des ouvrages exécutés, aux fins de transmettre un dossier complet et validé à la fin des OPR ;
- la constatations du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- la constatation de la qualité de finition.

Les opérations préalables à la réception auront lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que les entrepreneurs auront avisé, a minima 30 jours à l'avance, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de cet achèvement.

Pendant cette période, le maître d'œuvre procédera aux vérifications nécessaires au démarrage des OPR et en informera le maître de l'ouvrage.

Plus particulièrement, il s'assurera que l'ensemble des vérifications, essais et contrôles prévues dans les marchés des entreprises ont bien été effectués avant la date d'achèvement des travaux et que les résultats ont également été transmis avant la date d'achèvement des travaux.

Une réunion se tient à l'initiative du maître d'ouvrage, avec le maître d'œuvre et les représentants de chacune des entreprises, dans un délai de 5 jours maximum à compter de la date d'achèvement prévisionnelle des travaux annoncée par les entreprises afin de déterminer si les OPR peuvent commencer.

Les conditions permettant d'apprécier la capacité du maître d'œuvre à démarrer les opérations préalables à la réception, pour chaque lot, sont notamment les suivantes :

- les travaux définis par les plans d'exécution et le cahier des clauses techniques particulières et donnant lieu à règlement sont réalisés ;
- les documents d'exécution ont été produits et visés sans avis défavorables du maître d'œuvre ou du contrôleur technique ;
- les contrôles définis dans le plan de contrôle qualité ont été exécutés et les éventuelles mesures correctives qui s'imposaient ont été mises en œuvre ;
- les contrôles internes ou externes des entreprises intervenantes ou des fournisseurs ont été réalisés ; le titulaire doit en particulier apporter au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et les contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé ;
- les équipements sont paramétrés et alimentés sous réserve du raccordement par les concessionnaires, le cas échéant avec une source provisoire, en eau, gaz, électricité, et son en état de fonctionnement ;
- le mobilier fixe installé dans la limite de prestation des travaux du présent marché ;
- le chantier et les abords extérieurs ont été nettoyés dans la limite de propriété des présents travaux et sous réserve de l'accord de la municipalité et ses services pour la réalisation des travaux hors emprise.

En cas de refus de démarrer les OPR, le maître de l'ouvrage, sur proposition du MOE notifie sa décision de refuser le démarrage des OPR aux titulaires des lots travaux concernés, dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'issue de la réunion. Les titulaires concernés proposent alors, dans les 5 jours ouvrés suivant la notification de la décision du maître d'ouvrage, une nouvelle date prévisionnelle d'achèvement de leurs travaux, qui fera l'objet de la même procédure que celle décrite précédemment.

En cas d'acceptation de démarrer les OPR, le maître d'œuvre le notifie au titulaire de chaque lot, en précisant le calendrier de réalisation desdits OPR dans un délai de 48 heures ouvrées à compter de l'issue de la réunion.

En cas d'absence du maître d'œuvre aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le représentant du maître d'ouvrage pourra se faire assister d'un expert. Les prestations effectuées par l'expert désigné par le représentant du maître d'ouvrage seront mises aux frais et risques du maître d'œuvre.

Les opérations préalables ne sont enserrées dans aucun délai. Leur durée n'est pas comprise dans le délai de réalisation des travaux.

Les OPR feront l'objet d'un procès-verbal par lot, dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage la réception et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est précisé à l'annexe 2 du présent CCAP.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au représentant du maître d'ouvrage.

En cas de non-établissement ou de non-transmission du PV des OPR ou de la proposition du maître d'œuvre relative à la réception des travaux au maître d'ouvrage dans un délai de 5 jours calendaires après la date de fin des OPR, le maître d'ouvrage peut établir, sans mise en demeure préalable du maître d'œuvre, le PV des OPR ou la décision de réception des travaux sans que la responsabilité du maître d'œuvre au titre de sa mission soit désengagée.

En cas de non-établissement ou de non-transmission au maître d'ouvrage par le maître d'œuvre du constat des levées de réserves émis en application des articles 41.4, 41.5 et 41.6 du CCAG-Travaux, dans un délai de 5 jours calendaires après la date de fin du constat, le maître d'ouvrage peut établir, sans mise en demeure préalable du maître d'œuvre, la décision de levée des réserves sans que la responsabilité du maître d'œuvre au titre de sa mission soit désengagée.

11.5. Dossier des ouvrages exécutés

Pour chaque corps d'état, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) devra être fourni, dûment vérifié par le maître d'œuvre, dans le délai défini à l'annexe 2 du présent CCAP. Chaque entrepreneur informera le maître d'ouvrage de ce dépôt chez le maître d'œuvre.

En cas de retard sur ce délai, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est défini à l'annexe 2 du présent CCAP.

En outre, le maître d'œuvre joindra simultanément aux DOE entreprises travaux, les DOE architecte comprenant l'ensemble des plans de recollement ainsi que la proposition de déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

Le plan d'organisation de ce DOE pourra être prescrit par le maître d'ouvrage ; à défaut, il sera proposé par le maître d'œuvre et soumis au maître d'ouvrage avant constitution effective du dossier.

12. UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE – OBLIGATION DE DISCRETION

12.1. Utilisation des résultats et droits de propriété intellectuelle

Tous les résultats, même partiels, des prestations intellectuelles réalisées dans le cadre du présent marché de maîtrise d'œuvre relatif à la conception et au suivi de la réalisation des travaux portant sur la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords pour le *Projet Louvre – Grande Colonnade* à Paris, qui s'inscrit dans le projet Louvre – Nouvelle Renaissance (ci-après dénommés les « Résultats ») sont réputés régis par les dispositions des articles 22, 23 et 24 du CCAG-MOE, complétées par celles dérogatoires du présent article.

Dans l'hypothèse d'une modification du groupement et/ou des contrats de sous-traitance en cours de l'exécution de ce marché, les dispositions du présent article sont applicables aux nouveaux membres du groupement et/ou aux nouveaux sous-traitants.

Dans le cadre du présent article, le terme « Partenaires » du maître d'ouvrage désigne tout organisme de droit privé ou de droit public, français ou étranger, à vocation culturelle, éducative ou sociale, ainsi que les filiales et organismes apparentés au maître d'ouvrage ou liés au maître d'ouvrage sur la base d'un contrat de mécénat, de parrainage ou de partenariat notamment. Les Partenaires du maître d'ouvrage incluent notamment, sans que cette liste soit limitative, les musées nationaux français, l'association « American Friends of the Louvre », le musée du Louvre-Lens, le musée du Louvre Abu Dhabi, le Fonds de dotation du musée du Louvre, ainsi que pour ce projet, le ministère de la Culture et l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC).

Par ailleurs, conformément aux dispositions définies à l'article 1.10.1 du présent CCAP, l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML - 75058 Paris Cedex 01), établissement public administratif, intervient en tant que maître d'ouvrage de l'opération « Louvre Grande Colonnade », qui s'inscrit dans le projet « Louvre – Nouvelle Renaissance ». Pour l'aménagement des espaces de la Ville de Paris, l'Etablissement Public du Musée du Louvre est maître d'ouvrage unique temporaire en vertu d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage (MOA) conclue en application de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique. Il est ainsi rappelé qu'en cas de résiliation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage ou à l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage unique, la ville de Paris sera substituée de plein droit dans les droits, actions et obligations de l'EPML à l'égard des tiers, et notamment s'agissant des droits cédés au titre du présent article sur les Résultats relevant du « périmètre ville de Paris » tel que défini au marché, l'EPML conservant les droits cédés sur les Résultats relevant du « périmètre Louvre ».

12.1.1 Cession de droits

12.1.1.1 Droit cédés

Par dérogation à l'article 24.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre cède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les Résultats en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et toute forme (plans, études, avant-projets, esquisses, croquis, maquettes, etc.). Cette cession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour le monde entier.

Aussi, le titulaire cède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage l'ensemble des droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur visés à l'article 24.2.1 du CCAG-MOE afférents aux Résultats, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs des Résultats, tels que notamment :

- l'œuvre physiquement réalisée (les nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre, l'aménagement des abords, ainsi que l'ensemble des équipements, mobiliers, etc. créés) ainsi que tout élément de celle-ci ;
- les plans, les dossiers d'études, les « roughs », les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, les maquettes, les illustrations, les recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, les schémas, les documents iconographiques, les vidéogrammes, les photographies, les dessins, les illustrations, les modèles en deux ou trois dimensions, les documents et les fichiers de toute nature, notamment informatiques, provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation.

À ce titre, le titulaire cède, à titre non exclusif, les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation sur les Résultats permettant au maître d'ouvrage de les exploiter librement, y compris à titre commercial, comprenant :

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- le droit de reproduction de tout ou partie des Résultats, par tous procédés (exécution répétée d'un plan ou d'un projet-type, impression, enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique) et sur tous supports (papier, clés USB, disques durs, etc.), sans limitation de nombre ;
- le droit de représentation de tout ou partie des Résultats, par tous procédés de communication au public (notamment le réseau hertzien, le câble, le satellite et la télécommunication, dont Internet, la projection en salle, etc.) ;
- le droit d'adaptation de tout ou partie des Résultats, par tous travaux d'adaptation ou de modification, notamment lorsque les modifications ou les adaptations sont rendues nécessaires par un impératif technique ou muséographique.

La cession des droits sur les Résultats devient effective au jour de la validation écrite par le maître d'ouvrage d'un élément de la mission comme suit :

- S'agissant de la mission Esquisse, les droits portants sur les Résultats remis au maître d'ouvrage sont cédés à la notification du marché.
- S'agissant de la phase de conception, les droits portant sur les Résultats remis au maître d'ouvrage dans le cadre des éléments de mission APS à AMT seront cédés au jour de la validation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission concerné.
- S'agissant de la phase de réalisation, les droits portant sur les Résultats seront cédés au jour de la réception des travaux.

12.1.1.2 Exploitations institutionnelles et commerciales

12.1.1.2.1 Exploitations institutionnelles des Résultats

La présente cession de droits est accordée pour les exploitations institutionnelles suivantes des Résultats :

- l'archivage ou la consultation gratuite par le public ;
- l'utilisation pour les besoins du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires, notamment sur les panneaux signalétiques, cimaises, notices descriptives des œuvres, notices de présentation des salles d'exposition permanentes ou temporaires ou des collections, dans les dossiers et documents pédagogiques, parcours de médiation, sur les bornes d'information ou tous dispositifs multimédias installés dans les salles aux fins d'information du public et de promotion des activités du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- la publication dans les programmes destinés au public et les dossiers, brochures, dépliants, cartes postales promotionnelles, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues et journaux diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires ;
- la publication dans la communication institutionnelle interne ou externe du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires, notamment dossiers de presse, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, articles de presse écrite ou télédiffusée, ainsi que toute autre utilisation non commerciale d'information et de communication organisée ou co-organisée par le maître d'ouvrage et/ou par ses Partenaires ;

- la publication sur tous supports d’affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d’information du public et de promotion des activités du maître d’ouvrage et/ou de ses Partenaires ;
- l’édition, au format numérique ou sous une forme imprimée à un tirage inférieur ou égal à 1500 exemplaires (rééditions comprises), de catalogues d’exposition, catalogues de collections permanentes, catalogues raisonnés, thèses et autres publications à caractère scientifique, par le maître d’ouvrage et/ou ses Partenaires ;
- la mise en ligne à titre gratuit sur les réseaux Intranet et Internet, les sites Internet et/ou réseaux sociaux édités ou coédités par le maître d’ouvrage et/ou ses Partenaires, ainsi que sur les pages, profils et chaînes du maître d’ouvrage et/ou de ses Partenaires sur tous sites Internet participatifs et « réseaux sociaux » tels que notamment Facebook, Twitter, Instagram, Pinterest, YouTube ou tout autre service en ligne équivalent, par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou « podcasting », etc., ainsi que tout service en ligne à vocation culturelle, éducative pédagogique ou ludique ;
- l’intégration dans les bases de données documentaires et muséographiques et dans toute base de données à vocation culturelle, éducative ou pédagogique en ligne et hors ligne éditées ou coéditées par le maître d’ouvrage et/ou par ses Partenaires, ou auxquelles ils participent ;
- la projection, diffusion et utilisation dans le cadre d’activités muséographiques, pédagogiques et scientifiques organisées par le maître d’ouvrage et/ou ses Partenaires, telles que colloques, conférences, séminaires, enseignements, formations ou ateliers pédagogiques se tenant au sein des locaux du maître d’ouvrage ou de ses Partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- l’intégration au sein d’œuvres audiovisuelles, cinématographiques, télévisuelles, films documentaires ou promotionnels produits ou coproduits par le maître d’ouvrage et/ou par ses Partenaires, diffusés ou distribués au public à titre gratuit sous la forme de vidéogrammes, de diffusion publique ou projection publique ;
- l’insertion au sein d’œuvres audiovisuelles et/ou multimédias, y compris les livres numériques et jeux vidéo, mises à disposition du public sur des dispositifs installés dans les espaces du maître d’ouvrage et/ou de ses Partenaires, ou accessibles au public grâce à des applications téléchargeables gratuites sur tous types de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteurs mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.), sur tous types de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablettes numériques, bornes multimédias, etc.), ou distribuées gratuitement sur tout type de support ;
- toute utilisation non commerciale liée à la mission du maître d’ouvrage de coopération internationale avec des musées ou institutions à caractère scientifique, académique et/ou culturel.

12.1.1.2.2 Exploitations commerciales des Résultats

La présente cession de droits est également accordée pour les exploitations commerciales suivantes des Résultats :

- l’utilisation dans le cadre de l’édition, de la commercialisation et de la promotion par le maître d’ouvrage en propre, ou par des tiers dans le cadre de licences/sous-licences de marques ou associations de marques, de produits dérivés (notamment sous marque « Louvre » s’agissant du périmètre Louvre tel que défini dans le présent CCAP). La promotion desdits produits dérivés inclut toute publicité sur support physique ou numérique et sur tout type

d'emballage et de packaging (dont notices) accompagnant les produits dérivés. Ces produits dérivés incluent notamment, sans que cette liste soit limitative, cartes, cartes postales, affiches, posters, articles de papeterie et de bureau, calendriers, agendas, marque-pages, magnets, jeux de société, puzzles, jouets, bibelots, gadgets, articles en textiles, en cuir, vêtements, bijoux, produits cosmétiques, produits alimentaires, vaisselle, verrerie, etc.

- l'édition, au format numérique ou sous la forme de livres imprimés, d'un tirage supérieur à 1500 exemplaires, de tout ouvrage sous toute présentation : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similé, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique, ainsi que dans des catalogues, magazines, guides, revues, journaux etc., édités ou coédités par le maître d'ouvrage et/ou ses Partenaires et vendus au public ;
- l'utilisation des Résultats ou de leur reproduction au sein d'audioguides ou d'applications d'audioguidage mis à disposition du public à titre onéreux ;
- l'insertion des Résultats au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédias, y compris les livres numériques et jeux vidéo, vendus, loués ou prêtés au public, sur tous supports, notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-ROM, e-books, audioguides, cartouches de jeu, etc. ; accessibles au public grâce à des applications téléchargeables payantes sur tous types de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mp3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.), sur tous types de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédias, etc.) édités et mises à disposition du public à titre payant par le maître d'ouvrage et/ou ses Partenaires ;
- la mise à disposition à titre payant sur le réseau Internet par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, notamment par téléchargement, diffusion en streaming ou podcasting ;
- la publication aux fins d'illustration de tout service en ligne ou base de données à vocation culturelle, éducative, pédagogique ou ludique et à accès à titre onéreux ;
- la communication des Résultats sous forme de vidéogrammes, par télédiffusion par des entreprises de communication audiovisuelles ou web TV.

Toute autre exploitation commerciale des Résultats que celles visées ci-dessus fera l'objet d'un accord séparé entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

12.1.1.3 Étendue et durée de la cession des droits

La présente cession de droits est consentie pour le monde entier et pour la durée légale de la protection des droits d'auteur afférents aux Résultats telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle, ainsi que par les conventions internationales, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

12.1.1.4 Droit moral

Le titulaire reconnaît que les nouveaux espaces créés présentent un caractère utilitaire dans leur vocation notamment d'accès au musée du Louvre et de présentation des collections du musée.

Le titulaire, au titre de ses prérogatives d'ordre moral, notamment du droit de divulgation, consent expressément aux exploitations des Résultats visées ci-avant.

Le maître d'ouvrage s'engage à respecter le droit moral du titulaire. Le maître d'ouvrage s'engage notamment à mentionner le nom du ou des auteurs, selon les cas, sur tout support reproduisant ou représentant les différents éléments des Résultats dans la mesure où cela est matériellement possible, sous la forme suivante :

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

12.1.1.5 Cession à des tiers

L'EPML peut utiliser les droits qui lui sont cédés par le présent marché comme bon lui semble, notamment en passant avec des tiers tous contrats utiles à l'exploitation des Résultats. À titre purement illustratif, l'EPML est habilitée à accorder à tout tiers, à titre gratuit ou onéreux et à sa discrétion, par voie de cession le cas échéant, toute autorisation de reproduction, de représentation, de publication et d'exploitation des Résultats pour l'exercice et dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent marché.

La non-exploitation par le maître d'ouvrage de l'un ou de plusieurs des droits cédés ne peut en aucun cas être une cause de résiliation du présent marché.

12.1.1.6 Garanties

Le titulaire est tenu de l'ensemble des garanties définies à l'article 24.5 du CCAG-MOE.

Il garantit notamment que les Résultats ne sont pas constitutifs de contrefaçons d'œuvres préexistantes.

Il déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits cédés au maître d'ouvrage qu'il détient en propre, de ceux de ses cotraitants et sous-traitants, et garantit le maître d'ouvrage contre tous troubles, revendications ou évictions quelconques émanant d'un tiers quel qu'il soit.

12.1.1.7 Exploitations par le titulaire

Le titulaire conserve le droit d'exploiter librement, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, l'image de l'œuvre architecturale dans le cadre de ses activités professionnelles, à savoir : les articles de presse, les revues, les traités, conférences, publications écrites, télévisées ou filmées consacrées par lui ou par des tiers à ses travaux, sous réserve que soit mentionné le nom du maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre, par son exploitation des résultats, ne doit pas porter atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage.

Le titulaire peut également procéder à la publication des résultats sous réserve du respect des documents particuliers du marché et de l'accord préalable du maître d'ouvrage et les tiers désignés dans le marché si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché.

12.1.2 Prix

Dans le cadre de ce marché, la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats prévues à l'article 12.1.1 et de la propriété matérielle des supports des Résultats sont forfaitairement comprises dans les prix du marché versés au maître d'œuvre et ne donnent pas lieu à un complément de prix.

12.2. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

12.3. Actions de communication

12.3.1 Photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite notamment des opérations de restauration et de conservation du monument et des éléments qui y sont attachés ainsi que des travaux de construction et d'aménagement d'espaces muséographiques, techniques et scientifiques au sein du musée, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;

- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

12.3.2 Prises de vue ou tournages sur le chantier par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir le maître d'ouvrage par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

13. CLAUSES DIVERSES

13.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

13.1.1 Application des principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le maître de l'ouvrage ou du coordonnateur SPS, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration de son projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, contribuer à la mise en œuvre des principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter à ce titre comprennent des actions de prévention, d'information et de formation, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence du coordonnateur SPS ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Ainsi, en concertation avec le CSPS, le maître d'œuvre devra notamment prendre en compte les risques liés à la sécurité incendie en cours de chantier, aux éventuelles pollutions au plomb et amiante ou d'atteinte à la sécurité et santé des travailleurs à la fois en phase étude mais également en phase exécution. A ce titre, ce dernier devra alerter la maîtrise d'ouvrage sur les risques, proposer des préconisations d'intervention adaptées aux risques, prendre en compte les remarques et observations du CSPS et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs en phase étude et exécution.

13.1.2 Collaboration en phase Etudes

Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur SPS dès la phase d'élaboration de ses études d'avant-projet sommaire (AVPS) et, plus spécialement, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation opérationnelle du chantier.

Il devra convier le coordonnateur SPS à toutes les réunions qu'il organise, afin de permettre à ce dernier d'exercer correctement sa mission ; de même, il adressera ses études au coordonnateur SPS, au fur et à mesure de leur élaboration.

13.1.3 Organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation générale du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre ; elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si les caractéristiques du chantier rendent cette instance obligatoire.

Le maître d'œuvre signale au coordonnateur CSPS tout manquement aux principes d'organisation générale du chantier et au PGCSPPS, il l'informe notamment de toute intervention d'une entreprise qui ne serait ni titulaire d'un marché de travaux, ni sous-traitante régulièrement déclarée.

Le cas échéant, il interdit ou fait interdire d'accès au chantier, expulse ou fait expulser du chantier toute entreprise dont la situation lui paraît irrégulière.

Le maître d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal du coordonnateur SPS lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal s'il l'estime nécessaire.

13.1.4 Pénalités

En cas de manquement à son obligation de transmettre tous les six mois et jusqu'à l'achèvement des prestations les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8227-7 du Code du travail, une pénalité forfaitaire de 300 euros par jour de retard sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

En application de l'article L8222-6 du code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

En cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré : 5.000 euros par infraction constatée.

En cas de manquement du titulaire à la réglementation relative au travail dissimulé : 5.000 euros par infraction constatée.

13.2. Modalités d'arrêt ou de résiliation des prestations ou du marché

13.2.1 Arrêt de l'exécution de la prestation

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.6 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

13.2.2 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai prévue à l'article 44.2 du CCAG-Travaux. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du maître d'œuvre fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-MOE, cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception des différents marchés de travaux et après production par le maître d'œuvre des constats de parfait achèvement, établis par lui-même.

13.2.3 Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 6 du CCAG- MOE (articles 25 à 34) avec les précisions et dérogations suivantes.

13.2.3.1 Résiliation pour faute du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30.1 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément de l'article 30.1 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet d'un marché de travaux traité dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 2.3 de l'acte d'engagement et à l'article 10 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution du marché de travaux dans les limites fixées à l'article 10.2.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail et/ou en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

13.2.3.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, le pourcentage prévu est fixé à 4% des éléments non réalisés de la partie technique telle que définie à l'article 1.6 du présent CCAP en cours d'exécution au moment de la résiliation pour la détermination de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation.

13.2.3.3 Résiliation pour événements liés au marché

En complément des dispositions de l'article 29 du CCAG-MOE, lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé en application de l'article 13.2.1 du présent CCAP, le maître d'ouvrage résilie le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

13.3. Responsabilités et assurances

13.3.1 Assurance décennale

Le maître d'œuvre est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

13.3.2 Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

13.3.3 Assurance complémentaire du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

13.3.4 Assurance complémentaire du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire les polices suivantes :

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

- TRC ;
- CCRD ;
- RCMO ;
- etc.

13.3.5 Justification

Le maître d'œuvre du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

La maîtrise d'œuvre produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le maître d'œuvre est garanti à titre principal).

Le maître d'œuvre du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le maître d'œuvre encourt la pénalité fixée à l'annexe 2 du présent CCAP.

14. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

15. DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Conformément aux dispositions de l'article 1.2 du CCAG-MOE, le dernier article du présent CCAP contient la liste récapitulative des articles du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) auxquels il est dérogé³.

Articles du présent document	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 1.13	Articles 14.2 et 14.3

³ L'obligation de faire figurer la liste des dérogations au CCAG au sein du dernier article du cahier des clauses particulières (CCAP) est énoncée à l'article 1.2 du CCAG-MOE. Toutefois, cette obligation n'est pas prescrite à peine de nullité. Ainsi, dès lors que les pièces particulières du marché font apparaître de manière non équivoque la volonté des parties de déroger à une clause du CCAG, l'oubli de cette clause dans la liste récapitulative n'aura pas pour effet de la rendre inopposable (CE, 31 juillet 1996, Canac, req. n° 124065).

CCAP

Marché de Maîtrise d'œuvre pour la création de nouveaux accès et espaces au sein du musée du Louvre et l'aménagement de ses abords dans le cadre du Projet Louvre – Grande Colonnade

Articles du présent document	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4.1
Article 7.2.1	Article 11.8.2
Article 7.3	Articles 11.7 et 11.8
Article 8.1	Articles 20.2 et 21
Article 8.2.1	Article 20.3.2
Article 8.2.2.2	Article 21.1
Article 8.2.2.3	Article 21.2.1
Article 8.2.2.4	Article 21.3
Article 8.2.2.5	Article 21.4.1
Article 8.3	Articles 16.2.1, 16.2.2, 16.2.3, 16.2.4 et 3.2.4
Article 9	Articles 16.2.1, 16.2.2, 16.2.3, 16.2.4 et 3.2.4
Article 12.1	Articles 22, 23 et 24 (notamment 24.1)
Article 13.2.2	Article 20.3
Article 13.2.3	complète les dispositions du Chapitre 6
Article 13.2.3.2	Article 31
Article 13.2.3.3	complète les dispositions de l'article 29